



Un ministre, deux discours et quatre visages

Entre retour aux fondamentaux et recours aux neurosciences, Jean-Michel Blanquer façonne son «école de demain» en réussissant l'exploit de plaire aux parents sans (encore) braquer les enseignants.

Depuis son arrivée rue de Grenelle, le ministre de l'Éducation a fait pêle-mêle une vingtaine d'annonces. Quelles pensées les sous-tendent ? Décryptage en quatre versants.

LE CHAMBOULE-GAUCHE

A peine nommé à son poste, Jean-Michel Blanquer s'est empressé de «remettre de la souplesse», quitte à détricoter les réformes de la gauche. Ainsi en est-il des rythmes scolaires : les communes, après validation du conseil d'école, ont la possibilité de revenir à la semaine de quatre jours : 40 % l'ont déjà fait, et 43 % des communes restantes l'envisagent pour la prochaine rentrée... Blanquer a promis à la place «un plan mercredi pour renforcer l'offre périscolaire» dans les communes volontaires.

Autre texte phare du précédent quinquennat qui a pris un coup dans l'aile : la réforme du collège. Les établissements ont désormais plus de latitude dans l'organisation des 20% de l'emploi du temps des élèves balisés jusqu'ici pour les enseignements interdisciplinaires (deux ou trois profs faisant cours ensemble autrement). A la place, les collèges peuvent re-

mettre des parcours bilangues (deux langues vivantes dès la sixième) ou bien des enseignements de langues anciennes (latin et grec), pour faire plaisir aux parents.

Enfin, Blanquer le chamboule-tout a déclaré vouloir rétablir le redoublement. Mais le redoublement n'a jamais été supprimé, simplement rendu exceptionnel car jugé unanimement inefficace et couteux par les études scientifiques.

LE CAJOLEUR DES PARENTS

La rentrée 2017 ? En fanfare. Le ministre Jean-Michel Blanquer y a scrupuleusement veillé en instaurant sa «rentrée en musique», avec orchestres ou chorales, dans les écoles, collèges et lycées. L'homme en est convaincu : le développement de la pratique collective de la musique est essentiel pour bâtir «l'école de la confiance» (son mantra). D'ailleurs, c'est décidé et annoncé il y a peu (de concert avec la ministre de la Culture), un «plan chorale» est lancé (avec notamment deux heures hebdomadaires proposées par chaque collège). Peut-être pas de quoi former des promotions de choristes remis dans le droit chemin par la musique, mais l'intention est là. Rassurante pour les parents, que Jean-Michel Blanquer sait caresser dans le sens du poil. Avec des mots comme «savoirs fondamentaux» (lire, écrire, compter...), des images d'enfants en blouse, ou plutôt en uniforme (il faut «permettre aux établissements qui le souhaitent de le développer», a-t-il déclaré) et des actes. Ainsi a-t-il sonné la fin des téléphones portables à l'école et au collège (sans détailler comment cela s'organisera). Ainsi a-t-il annoncé le plan «devoirs faits» dans les 7100 collèges de France à raison

d'une heure d'accompagnement par jour (quatre heures par semaine) et d'un accompagnant pour quinze élèves environ. «Il s'agit d'aider [en premier lieu] les élèves qui ne bénéficient pas de circonstances familiales leur permettant de bien travailler à la maison», a-t-il expliqué. Louable, même si parmi les accompagnants aux devoirs, outre des professeurs volontaires payés en heures supplémentaires et des assistants d'éducation, des associatifs et des milliers de jeunes en service civique sont mis à contribution, sans être forcément... qualifiés. Avant même d'avoir été évalué, voire mis en place sur tout le territoire, Blanquer annonce déjà que le dispositif sera étendu en 2018 aux écoles primaires, où les devoirs **Suite page 4**
Suite de la page 3 écrits sont pourtant interdits. Il veut aussi instaurer une dictée quotidienne à l'école (déjà largement répandue). Un engagement qu'avait déjà pris en 2015 sa prédécesseure, la socialiste Najat Vallaud-Belkacem, mais elle s'était heurtée aux syndicats d'enseignants, au nom de leur liberté pédagogique. Avec le mot «dictée» et toutes les autres annonces, un petit vent suranné de III^e République souffle, propre à apaiser. Ne manque plus que le retour de la leçon de morale. On n'y est pas (encore). Même si c'est un moraliste qui a les faveurs de Blanquer : Jean de La Fontaine. En juin, le ministre annonçait, magnanime, que lesdites *Fables* allaient être offertes à 150 000 élèves de CM2, «car elles nous disent quelque chose de la vie et qu'elles sont éternelles».

LE LIBÉRAL

Pour l'instant, il y a surtout des déclarations d'intention. Mais Jean-Michel Blanquer est un partisan de



l'autonomie des établissements du secondaire. Fin octobre, dans un entretien à l'*Obs* où il fustigeait «l'égalitarisme», il estimait que les équipes pédagogiques devaient davantage travailler autour de projets d'établissement, ce qui supposait que ces derniers aient «un rôle important à jouer en matière de recrutement». Une idée traditionnellement mal vue par les syndicats, qui craignent l'instauration d'un rapport hiérarchique, aujourd'hui inexistant, entre professeurs et chefs d'établissement. «Dans le cadre de l'autonomie que nous allons progressivement engager, rien n'interdira d'avoir plusieurs colorations de parcours dans un même collège», ajoutait le ministre. Autonomie d'une part, individualisation poussée d'autre part, voilà de quoi préfigurer une école de plus en plus à la carte.

Les premières pistes autour de la réforme du bac, et donc du lycée, vont aussi dans ce sens. L'année dernière, l'alors directeur de l'Essec (Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales) a publié un livre, *l'École de demain*, nourri par des réflexions de l'Institut Montaigne – ce think tank libéral créé par le fondateur d'Axa, Claude Bébéar, a d'ailleurs inspiré le volet éducatif du programme de Macron. Dans son livre, le futur ministre y formulait plusieurs pistes : «Transformer le concept d'inspection pour aller vers un travail d'audit de l'établissement»; «généraliser le recrutement sur profil du chef d'établissement»; «pour les professeurs, introduction d'une part de rémunération variable, fondée sur l'atteinte d'objectifs»; «ces principes de responsabilisation des chefs d'établissement et de recherche de la performance supposent de repenser les modes de rémunération. Il faudra savoir valoriser [...] la performance». Ou comment passer de la start-up nation à la start-up éducation.

LE SURGÉ DES PROFS

C'est toute l'ambivalence de Jean-Michel Blanquer. Le ministre se dit favorable à l'autonomie, à plus de «souplesse dans le système», mais dans le même temps il entend mieux encadrer les professeurs dans leurs pratiques. «La liberté pédagogique, ce n'est pas l'anarchisme pédagogique»: c'était le 5 décembre, rue de Grenelle. Jean-Michel Blanquer tenait une conférence de presse quelques heures après la publication des résultats de l'enquête internationale Pirls, qui atteste, comme toutes les autres enquêtes, notamment Pisa, une baisse du niveau des élèves français, cette fois en compréhension de l'écrit. «Nous

Avec le mot «dictée», un petit vent suranné de III^e République souffle, propre à apaiser. Ne manque plus que le retour de la leçon de morale.

devons sortir de ces débats circulaires sur l'éducation, il existe des données scientifiques, qui trop longtemps ont été ignorées», avait poursuivi Blanquer, annonçant la création d'un conseil scientifique de l'éducation. «[Sa] réflexion sera précieuse pour guider les inspecteurs et les professeurs dans leurs pratiques.» C'est l'une de ses marottes, une croyance fortement ancrée chez lui: cette idée qu'il existerait une bonne méthode pour enseigner les apprentissages fondamentaux, et que si tous les professeurs l'appliquaient, les maux de l'école seraient en grande partie résolus. Dans la même logique, il a porté un coup de canif à la liberté éditoriale des manuels scolaires, considérant «que tous ne se valent pas et que certains sont plus efficaces que d'autres, comme le montre la recherche». Jean-Michel Blanquer est convaincu de l'apport en la matière des neurosciences, ce pan de la recherche qui observe le fonctionnement du cerveau au moment des apprentissages.

Autre dada du ministre: l'évaluation. C'est lui qui avait mis en place, sous Nicolas Sarkozy, les évaluations très contestées en CE1 et CM2. Rebelote, avec cette fois des tests nationaux à l'entrée du CP et de la sixième. Un colloque organisé par le Snes, principal syndicat des enseignants du secondaire, se tenait justement mardi à Paris, pour exprimer les craintes de la profession. La question est la même qu'en 2008: quelle est la finalité de ces évaluations? «Est-ce un outil permettant à l'institution de juger de la performance du système, interroge le Snes. Ou de comparer professeurs et établissements au regard des résultats des élèves?»

**KIM HULLOT-GUIOT,
CATHERINE MALLAVAL
et MARIE PIQUEMAL**

L'homme en est convaincu: le développement de la pratique collective de la musique est essentiel pour bâtir «l'école de la confiance», son mantra.



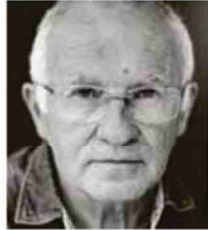
FRANÇOIS DUBET, SOCIOLOGUE
«SON PROJET EST UNE RUPTURE PROFONDE»

«Je ne suis pas un supporteur de Blanquer, notamment de ses déclarations conservatrices, mais je lui reconnais une capacité d'action que n'ont pas eue ses prédécesseurs. Il a écrit deux livres-programmes sur l'école, où il décrit sa vision des choses, là où il veut aller. Il semble avoir les idées claires.

«Pour lui, la question principale est celle de l'efficacité du système scolaire. Elle passe avant la lutte contre les inégalités. Il est convaincu qu'en améliorant l'efficacité, cela permettra par la même occasion de lutter contre l'échec scolaire précoce, et donc contre les inégalités.

«Je ne pense pas qu'il ne prenne qu'une série de "mesures", comme certains pourraient le penser. Son projet est au contraire une rupture profonde. Si Blanquer va au

bout de ce qu'il dit, c'est le cœur de l'institution scolaire qui en sera modifié. Il y aura un avant et un après Blanquer. Je pense notamment à la réforme du bac, que personne n'a réussi à mener jusqu'ici.



«Des réformes qui changent la nature du système, il n'y en a pas eu souvent dans l'histoire. Je pense qu'il en est capable, d'autant que, à la différence de ses prédécesseurs, il a de toute évidence le soutien total de l'Élysée. Cela étant dit, on ne sait jamais comment les

choses peuvent tourner. Certes, les syndicats enseignants paraissent un peu paralysés. Mais il y a toujours un risque d'un mouvement massif des lycéens et des étudiants, et celui-ci peut s'enflammer à tout moment.»

Recueilli par M.Pi.



Edouard Philippe et Jean-Michel Blanquer au collège Jean-Perrin de Nanterre, le 7 novembre, pour le lancement du dispositif «Devoirs faits». PHOTO LAURENT TROUDE



**PHILIPPE MEIRIEU, PROFESSEUR EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION
 «BLANQUER N'EST PAS À L'ABRI DE CONTRADICTIONS»**

«Il est en même temps habile et inquiétant. Il sait comment rassurer l'opinion en jouant systématiquement sur deux tableaux: la référence à l'école du passé idéalisée et la modernisation du système grâce à la science, pourvoyeuse de certitudes éducatives dans un monde en perte de repères. Il met en avant l'apport des neurosciences, par exemple, dans l'apprentissage de la lecture, alors qu'elles ne peuvent guère résoudre la question du désir de lire et du plaisir de comprendre. «Et puis, il n'est pas à l'abri de contradictions: il prétend s'appuyer sur les sciences mais, dans le même temps, il prend beaucoup de décisions sans aucun fondement scientifique – il a rouvert la possibilité de la semaine de quatre jours en primaire, alors que tous les chercheurs s'accordent pour la juger nocive aux apprentissages.



DR

Idem pour le redoublement: là encore, il veut apparaître "restaurer l'exigence", sans s'embarrasser de ce que disent les recherches... «Progressivement, on voit se profiler son projet: le caporalisme dans le primaire et le libéralisme dans le secondaire. Une école primaire très encadrée où l'on enseigne les "bons contenus" avec les "bonnes méthodes" pour garantir une sorte de "socle identitaire", et l'autonomie des établissements ensuite, avec la concurrence instituée entre les élèves et entre les établissements. Je crains que ces deux perspectives ne soient des impasses: l'école primaire a autant besoin d'inventivité pour créer du commun entre les élèves que l'enseignement secondaire a besoin de promouvoir la solidarité dans une société déchirée.»

Recueilli par M.Pi.